

Intervention de M. Erwin Teufel, Ministre-président

(pour le Bundesrat allemand)

**lors de la session de la Convention européenne des 7 et 8 novembre
2002**

Seul le texte prononcé fait foi !

Embargo : début du débat

[Adresse],

Les propositions du groupe de travail „Compétences complémentaires“ constituent des jalons importants, qui s'inscrivent remarquablement dans l'architecture de l'avant-projet du Praesidium pour un traité constitutionnel.

J'approuve dans une large mesure le document final et je n'ai que quelques questions à soulever.

1. Je salue particulièrement le fait que soit prévu dans le traité constitutionnel un titre séparé qui, à côté des catégories de compétences, préciserait les principes de subsidiarité, de proportionnalité et d'attribution des compétences.
Par contre, je ne suis toujours pas convaincu de la nécessité d'insérer un autre article relatif aux objectifs politiques, à côté du préambule du traité et de l'énoncé des „valeurs de l'Union“.
2. Le rapport final ainsi que l'avant-projet du Praesidium défendent l'idée d'une délimitation des compétences exclusives de l'Union, des compétences partagées, et l'idée de mesures d'appui de l'Union. Il me semble qu'il s'agit là d'un fondement juste pour la répartition des compétences du traité constitutionnel.
Je suis convaincu que nous pourrions trouver un accord commun sur le classement correspondant des différents domaines d'activités. Il serait primordial que les deux parties du traité constitutionnel soient soumises aux mêmes conditions de modification.
3. J'attache une importance particulière à la clause dite de „Christophersen“, pour reprendre le terme du président du groupe de travail, qui met en évidence le respect par l'Union de l'identité nationale des États membres, évoqué jusqu'à présent dans l'article 6, paragraphe 3, du traité sur l'Union.
Ce respect de l'identité nationale devrait notamment concerner l'ordre constitutionnel interne des États membres, en ce compris notamment l'organisation régionale et l'autogestion communale, ainsi que le statut des églises et des communautés religieuses.

4. Je considère que, pour l'avenir, la réglementation prévue à l'article 308 du traité CE sera superflue, dès lors que nous aurons défini une répartition crédible des compétences. Or, le groupe de travail souhaiterait maintenir cet article.
Dans ce cas, je salue le fait que, pour les actes juridiques, l'unanimité soit toujours requise. Cependant, j'approuverais l'idée que cette réglementation ne s'applique plus que dans des cas exceptionnels.
Une clause comparable à l'article 308 ne pourra à l'avenir servir qu'à renforcer les compétences existantes, mais en aucun cas à étendre les compétences.
Les modifications et extensions substantielles des compétences de l'Union doivent s'effectuer dans le cadre de la procédure de modification du traité.
J'approuve l'idée du groupe de travail, selon laquelle les actes juridiques n'ayant pas fait leurs preuves pourront être retirés dans le cadre d'une procédure simplifiée.
5. Enfin, je salue le fait que, par rapport à la compétence liée au marché intérieur, le rapport final se prononce en faveur d'une précision de l'article 95 du traité CE dans le domaine des „mesures d'appui“.
À cet égard, il serait préférable d'orienter à l'avenir l'article 95 du traité CE sur des mesures, qui ont un effet direct et perceptible sur la réalisation du marché intérieur et qui sont impératives pour la mise en œuvre des libertés fondamentales. Ces mesures nous permettraient d'éviter les conflits et procès inutiles auprès de la Cour de justice, qui ont par le passé terni l'image de la Communauté.